

---

---

# **ÉTUDE DES CRÉDITS**

## **2014-2015**

---

---

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS  
PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**



# MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

---

#	TABLE DES MATIÈRES
---	--------------------

---

*Seules les questions concernant le ministère du Travail font partie de la Table des matières*

1. Indiquez la somme dépensée depuis 2009-2010, par année financière (et prévisions pour 2014-2015), par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2. Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail ainsi que pour tous les organismes sous la responsabilité du ministre du Travail depuis 2009-2010, par année financière. Prévisions pour l'année 2014-2015.
3. Liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire depuis 2009-2010, par année financière. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.
5. Depuis 2009-2010, liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
6. Depuis 2009-2010, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.).
9. Liste détaillée des critères exigés pour l'octroi de permis pour la référence de main-d'œuvre.
10. Nombre d'effectifs du ministère du Travail rattachés au Bureau des permis
11. Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si un permis a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.
12. Liste des membres du Comité de vigie, et pour chacun d'entre eux, le salaire et autres avantages consentis. Joindre une copie du mandat qui leur a été confié.
13. Budget de fonctionnement du Comité de vigie et ventilation détaillée de l'utilisation des sommes.
14. Calendrier des rencontres prévues pour le Comité de vigie en 2014-2015.
15. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.
16. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.
17. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence (Application du cran d'arrêt).

# MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	TABLE DES MATIÈRES
59.	Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d'attente au cours des 5 dernières années.
60.	Nombre d'avis confirmant ou infirmant l'opinion du médecin traitant depuis 2009-2010, par année financière.
61.	Nombre d'avis demandés par la CSST et le nombre d'avis demandés par les employeurs depuis 2009-2010, par année financière.
62.	Liste des médecins du BEM approuvée selon l'article 216 de la LATMP depuis 2009-2010, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par médecin et par spécialité.
63.	Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis 2009-2010, par année financière.
64.	Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis 2009-2010, par année financière, et les prévisions pour 2014-2015.
65.	Répartition des effectifs selon la spécialité et heures travaillées depuis 2009-2010, par année financière, et les prévisions pour 2014-2015.
66.	Nombre d'avis demandés par la CSST, même s'il n'y a pas contestation, depuis 2009-2010, par année financière.
102.	Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis 2009-2010, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.
103.	Liste et copie des avis réalisés à l'initiative du CCTM au cours des 5 dernières années et celle en cours.
104.	Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des 5 dernières années.
105.	Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1 <sup>er</sup> décembre 2008 jusqu'à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>a) nom et adresse de l'entreprise;</li><li>b) date de l'avis et/ou de la fermeture;</li><li>c) type ou secteur d'activité de l'entreprise;</li><li>d) nombre total d'employés de l'entreprise;</li><li>e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;</li><li>f) motifs du licenciement.</li></ul>

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RP 1**

**Titre :**

Indiquez la somme dépensée depuis 2009-2010, par année financière (et prévisions pour 2014-2015), par votre ministère/organisme pour l'informatique et les technologies de l'information. Précisez s'il s'agit d'achat de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Le ministère du Travail est en entente de services avec le Centre des services partagés du Québec (CSPQ) pour ses ressources informationnelles.

Sommes dépensées en 2013-2014 : **1 721 026 \$**

Répartition par catégories :

- Services de base : **1 169 701 \$**
- Services d'amélioration continue : **108 330 \$**
- Plan opérationnel triennal d'évolution (POTÉ) : **442 995 \$**

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RP 2**

**Titre :**

Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail ainsi que pour tous les organismes sous la responsabilité du ministre du Travail depuis 2009-2010, par année financière. Prévisions pour 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor,  
et ce, pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 3

<b>Titre :</b> Liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire depuis 2009-2010, par année financière. Pour chaque comité, le mandat, les membres, le budget et les résultats.
---

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	REPRÉSENTANT(S) MINISTÉRIEL(S)
Comité de vigie sur la référence de main-d’œuvre dans l’industrie de la construction	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Examiner l’ensemble du système de référence de main-d’œuvre dans l’industrie de la construction lors de sa première année de mise en œuvre et d’en évaluer l’impact sur l’intimidation et la discrimination.</li><li>▪ Donner son avis sur toute question que lui soumet le ministre relativement à l’application de la Loi éliminant le placement syndical et visant l’amélioration du fonctionnement de l’industrie de la construction (2011, chapitre 30), notamment sur la conformité des normes de conduite prévues au code d’éthique d’une association avec les objectifs de la Loi.</li><li>▪ Dépôt d’un rapport au terme des travaux.</li><li>▪ Durée du mandat : 15 novembre 2012 au 9 décembre 2014.</li></ul>	<p>Budget du 15 nov. 2012 au 9 déc. 2014 : 311 914 \$</p> <p>Montant dépensé en 2013-2014 : 74 222 \$</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Claudette Carbonneau 17 359 \$ (coordonnatrice)</li><li>▪ Matthias Rioux 45 337 \$</li><li>▪ Jean Cournoyer 11 526 \$</li></ul>		Françoise Dion, secrétaire du Comité
Groupe de travail interministériel sur l’harmonisation de la Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d’œuvre dans l’industrie de la construction (Loi R-20) aux lois et	Évaluer la nécessité et l’opportunité d’harmoniser la définition de ferme prévue à la Loi R-20 à celles du domaine agricole que l’on trouve dans les lois et règlements relevant du ministre de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation.	Ministère du Travail  Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation du Québec	Aucun	<ul style="list-style-type: none"><li>- Nicolas Beauchemin</li><li>- Michel Sauvé</li></ul>

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	REPRÉSENTANT(S) MINISTÉRIEL(S)
règlements du domaine agricole				
Groupe de travail interministériel sur l’harmonisation de la Loi R-20 aux lois et règlements du domaine agricole	Évaluer la nécessité et l’opportunité d’harmoniser la définition d’exploitation agricole de la Loi R-20 aux lois et règlements du domaine agricole.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation du Québec</li> <li>– Ministère du Travail</li> </ul>	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Nicolas Beauchemin</li> <li>– Michel Sauvé</li> </ul> <b>RESPONSABLE : MTRAV</b>
Comité sur la rémunération des cueilleurs de framboises et de fraises	Analyser l’ensemble des paramètres de la rémunération au rendement des salariés de cette industrie afin de leur assurer un niveau de rémunération adéquat.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ministère du Travail</li> <li>– Commission des normes du travail</li> <li>– Ministère de l’Agriculture, des Pêcheries et de l’Alimentation du Québec</li> <li>– Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion</li> <li>– Comité d’action des non-syndiqué(e)s (CANOS)</li> <li>– Au Bas de l’échelle</li> <li>– Union des producteurs agricoles</li> <li>– Association des producteurs de fraises et de framboises</li> </ul>	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Steeve Audet</li> <li>– Josée Marotte</li> </ul> <b>RESPONSABLE : MTRAV</b>
Comité interministériel sur le deuil périnatal	Identifier des pistes de solution concernant la problématique soulevée par le deuil périnatal et examiner les impacts législatifs et financiers que soulèvent ces pistes de solution.	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale</li> <li>– Ministère du Travail</li> <li>– Commission des normes du travail</li> <li>– Ministère de la Santé et des Services sociaux</li> <li>– Ministère de la Famille</li> <li>– Ministère des Finances</li> <li>– Conseil de gestion de l’assurance parentale</li> </ul>	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Steeve Audet</li> <li>– Josée Marotte</li> </ul> <b>RESPONSABLES : MTRAV et MESS</b>

NOM DU COMITÉ	MANDAT	MEMBRES	BUDGET	REPRÉSENTANT(S) MINISTÉRIEL(S)
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction	<p>Surveiller l'application de l'entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs, et l'accès aux chantiers et traiter toute autre question pertinente.</p> <p><u>Résultats</u> : Maintien d'un climat harmonieux entre le Québec et l'Ontario en ce qui a trait à la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ministère du Travail</li> <li>– Commission de la construction du Québec</li> <li>– Régie du bâtiment du Québec</li> <li>– Ministère du Travail de l'Ontario</li> <li>– Ministère de la Formation et des Collèges et Universités de l'Ontario.</li> </ul>	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Anne Parent, sous-ministre adjointe aux Politiques et à la Recherche</li> <li>– Michel Sauvé</li> </ul> <p><u>RESPONSABLES :</u> <u>MTRAV et ONTARIO</u></p>
Comité bipartite de coordination de l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Nouveau-Brunswick sur la mobilité de la main-d'œuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction	<p>Surveiller l'application de l'entente, promouvoir la mobilité de la main-d'œuvre et des entrepreneurs, et l'accès aux chantiers et traiter toute autre question pertinente.</p> <p><u>Résultats</u> : Maintien d'un climat harmonieux entre le Québec et le Nouveau-Brunswick en ce qui a trait à la mobilité de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ministère du Travail</li> <li>– Commission de la construction du Québec</li> <li>– Ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail du Nouveau-Brunswick</li> </ul>	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Anne Parent, sous-ministre adjointe aux Politiques et à la Recherche</li> <li>– Michel Sauvé</li> </ul> <p><u>RESPONSABLES :</u> <u>MTRAV et N.-B</u></p>
Comité interministériel sur la révision triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum	<p>Définir un cadre de référence afin de guider les décisions relativement à l'évolution du salaire minimum et proposer un processus qui faciliterait la prise de décision.</p> <p>Réaliser une analyse triennale des impacts de l'évolution du salaire minimum et une consultation lorsque le ratio entre le salaire minimum et le salaire horaire moyen excède 0,47 ou lorsqu'un projet de modification du salaire minimum a pour effet d'accroître ce ratio.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Ministère des Finances</li> <li>– Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale</li> </ul> <p><u>Observateurs :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Commission des normes du travail</li> <li>– Secrétariat à la condition féminine</li> </ul>	Aucun	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Louis Tremblay, Directeur de la recherche et de l'innovation en milieu de travail</li> <li>– Mame-Cheikh-Ibra Ngom</li> </ul> <p><u>RESPONSABLE : MTRAV</u></p>

**SOURCE :** Bureau de la sous-ministre (2014-06-12)



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RP 5**

**Titre :**

Depuis 2009-2010, liste de toutes les formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Vous référer à la question 7 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 6

Titre :

Depuis 2009-2010, le nombre total d'accommodements qui ont été accordés ou refusés pour les employés du ministère ou des organismes dépendant du ministère et la ventilation par type d'accommodement (handicap, grossesse, motifs religieux, etc.

AUCUN

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-06-12)

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche : RP 9

**Titre :**

Liste détaillée des critères exigés pour l’octroi de permis pour la référence de main-d’œuvre.

Les critères d’octroi de permis sont définis par la Loi R-20 et le Règlement sur le permis de service de référence de main-d’œuvre dans l’industrie de la construction adopté le 28 novembre 2012. En plus de compléter le formulaire de demande de permis, le demandeur doit produire les documents suivants :

1. l’acte de constitution de l’association, ses règlements et statuts, ainsi qu’un document faisant foi de son affiliation à une association représentative, le cas échéant;
2. une copie certifiée de la résolution autorisant la demande de permis, laquelle doit indiquer tout métier, toute occupation et toute région qu’elle vise;
3. une déclaration assermentée du président de l’association ou de son répondant faisant état de l’existence ou de l’absence de condamnations criminelles ou pénales au cours des cinq années précédant la demande concernant chacun des dirigeants ou représentants de l’association en fonction au moment de la demande et, en cas de condamnation, les documents en attestant;
4. s’il y a lieu, l’association de salariés liée qui demande un permis doit transmettre une entente écrite dans laquelle les deux associations liées confirment leur volonté à l’effet que l’association demanderesse soit celle qui, des deux, sera responsable de la référence de leurs membres concernant tout métier, toute occupation et toute région que vise l’entente.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RP 10**

**Titre :**

Nombre d’effectifs du ministère du Travail rattachés au Bureau des permis.

Pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014, trois employés sont rattachés au Bureau des permis afin d’en assurer ses opérations :

- un directeur;
- une professionnelle, adjointe et responsable du Registre des permis de service de référence de main-d’œuvre;
- un enquêteur en matière frauduleuse.

**SOURCE :** Bureau des permis de service de référence de main-d’œuvre (2014-06-12)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 11

Titre :

Liste des demandes de permis reçues, en indiquant si un permis a été délivré ou non, et les raisons appuyant l'acceptation ou le refus de la demande.

En date du 31 mars 2014, 42 permis ont été délivrés par le Bureau des permis puisque les demandes étaient complètes et que les critères d'admissibilité suivants étaient conformes :

- la demande était signée par le président de l'association ou par son répondant;
- la demande était accompagnée des documents obligatoires;
- la vérification des antécédents judiciaires des représentants et dirigeants de chaque association titulaire de permis a été faite et n'a pas empêché la délivrance de permis des associations ayant fait la demande.

LISTE DES DEMANDES DE PERMIS DE SERVICE DE RÉFÉRENCE DE  
MAIN-D'ŒUVRE DES ASSOCIATIONS SYNDICALES

En date du 12 juin 2014

Demandes reçues : 42  
Permis émis : 42

<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>	<u>Nom de l'association</u>	<u>Statut</u>
Syndicat québécois de la construction (SQC)	Émis	CQPMCI - Local 1929	Émis
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	Émis	CQPMCI - Local 71	Émis
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	Émis	CQPMCI - Local 144	Émis
CQPMCI - Local 4	Émis	CQPMCI - Local 500	Émis
CQPMCI - Local 7	Émis	CQPMCI - Local 825	Émis
CQPMCI - Local 58	Émis	CQPMCI - Local 160	Émis
CQPMCI - Local 134	Émis	CQPMCI - Local 761	Émis
CQPMCI - Local 271	Émis	CQPMCI - Local 380	Émis
CQPMCI - Local 929	Émis	FTQ – FIPOE	Émis
CQPMCI - Local 568	Émis	FTQ – Local 1	Émis
CQPMCI - Local 1604	Émis	FTQ – Local 9	Émis
CQPMCI - Local 116	Émis	FTQ – Local 99	Émis
CQPMCI - Local 62	Émis	FTQ – Local 100	Émis
CQPMCI - Local 527-A	Émis	FTQ – Local 135	Émis
CQPMCI - Local 89	Émis	FTQ – Local 2016	Émis
CQPMCI - Local 96	Émis	FTQ – Local 618	Émis
CQPMCI - Local 101	Émis	FTQ – Local 777	Émis
CQPMCI - Local 2182	Émis	FTQ – Local 1676	Émis
CQPMCI - Local 711	Émis	FTQ – Local 2366	Émis
CQPMCI - Local 905	Émis	FTQ-CONSTRUCTION	Émis
CQPMCI - Local 349	Émis		
CQPMCI - Local 1135	Émis		

SOURCE : Bureau des permis de service de référence de main-d'œuvre (2014-06-12)

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RP 12**

**Titre :**

Liste des membres du Comité de vigie, et pour chacun d’entre eux, le salaire et autres avantages consentis. Joindre une copie du mandat qui leur a été confié.

Le Comité de vigie sur la référence de main-d’œuvre dans l’industrie de la construction est formé de trois personnes :

- Madame Claudette Carbonneau, coordonnatrice du comité;
- Monsieur Jean Cournoyer;
- Monsieur Matthias Rioux.

Le salaire de chacun des membres est de 833 \$ pour chaque journée de 7 heures de travail.

De plus, des frais de déplacement sont prévus selon la Directive concernant les frais de déplacement des personnes engagées à honoraires par les organismes publics.

**Mandat**

Le Comité a pour fonction d’examiner l’ensemble du système de référence de main-d’œuvre dans l’industrie de la construction lors de sa première année de mise en œuvre et d’en évaluer l’impact sur l’intimidation et la discrimination.

Le Comité a également pour fonction de donner son avis sur toute question que lui soumet le ministre relativement à l’application de la Loi éliminant le placement syndical et visant l’amélioration du fonctionnement de l’industrie de la construction (2011, chapitre 30), notamment sur la conformité des normes de conduite prévues au code d’éthique d’une association avec les objectifs de la Loi et sur les moyens de communication autorisés par la Commission de la construction du Québec.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 13

Titre :

Budget de fonctionnement du Comité de vigie et ventilation détaillée de l'utilisation des sommes.

Sommes versées aux trois membres du Comité de vigie en 2013-2014 :

- Honoraires : 66 913 \$
- Frais de déplacement : 7 309 \$

SOURCE : Bureau de la sous-ministre (2014-06-16)

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche : RP 14

**Titre :**

Calendrier des rencontres prévues pour le Comité de vigie en 2014-2015

Cette question n’est pas pertinente à l’étude des crédits 2014-2015.

**SOURCE :** Bureau de la sous-ministre (2014-06-16)



**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche : RP 15

**Titre :**

Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n’ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Les données sont disponibles au budget des dépenses.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche : RP 16

**Titre :**

Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l’année 2014-2015.

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 17

Titre :

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d’arrêt).

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 59

**Titre**  
Nombre de dossiers au BEM et évolution des délais d’attente au cours des cinq dernières années.

Nombre de dossiers au BEM en 2013

Année civile	Nombre de dossiers
2013	10 550

DÉLAIS DE TRAITEMENT MOYENS

Année civile	Délai moyen de convocation (jours)	Délai légal moyen (jours)	Délai opérationnel moyen (jours)
2013	31,7	14,4	46,1

SOURCE : Bureau d’évaluation médicale (2014-06-16)

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RP 60**

**Titre**

Nombre d’avis confirmant ou infirmant l’opinion du médecin traitant depuis 2009-2010.

Le Bureau d’évaluation médicale ne dispose pas de données concernant le nombre d’avis confirmant ou infirmant l’opinion du médecin traitant en 2013-2014.

**SOURCE :** Bureau d’évaluation médicale (2014-06-16)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 61

Titre

Nombre d’avis demandés par la CSST et le nombre d’avis demandés par les employeurs depuis 2009-2010.

Nombre de dossiers au Bureau d’évaluation médicale en 2013-2014

Année financière	CSST	Employeur	CSST et employeur	Total
2013-2014	3 860	6 763	3	10 626

SOURCE : Bureau d’évaluation médicale (2014-06-16)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 62

Titre

Liste des membres du BEM approuvée selon l’article 216 de la LATMP depuis 2009-2010, par année financière. Ventilation par spécialité. Pour chacune des années, honoraires versés par spécialité.

Le BEM dispose des données par spécialité; toutefois, les données pour les honoraires versés par spécialité ne sont pas disponibles.

Période du 1 <sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014	
Spécialités	Membres
Anesthésiologie	Veillette, Yves
Chirurgie buccale	Blondeau, François
Chirurgie générale	Carrier, Jude
	Lamoureux, Patrice
Chirurgie orthopédique	Arsenault, Sarto
	Beaumont, Pierre
	Bouchard, Henri-Louis
	Cloutier, Réjean
	Corriveau, Mario
	Daoud, Hany
	Dehnade, Faramarze
	Desloges, Danielle
	Duchesne, Robert
	Dufour, Marcel
	Fallaha, Michel
	Fournier, Karl
	Gagnon, Serge
	Gagnon, Sylvain
	Greenfield, Garry
	Hébert, Pierre-Paul
	Jodoin, Alain
	Knight, Richard Stuart
	Labelle, Hubert
	Lacoursière, Jean-P.
	Laflamme, Georges H.
	La Haye, Bruno
	Landry, René
	Leclerc, Georges-E.
	Lemire, Luc
	Mac, Thien Vu
	Masri, Khalil
	Maurais, Gilles

	Morazain, Louis
	Morin, François
	Nault, Théodore
	Ortaaslan, Sevan Grégory
	Paradis, Gaston R.
	Perron, Odette
	Wiltshire, David G.
Chirurgie plastique	Duranceau, Louise
	Léveillé, André
	Pelletier, Johanne
Dentisterie	LaBelle, Hubert R.
	Schwartz, Melvin
Dermatologie	Moreau, Linda
Médecine de famille	Dalcourt, Jean-Pierre
	Tremblay, Jean
Médecine physique et réadaptation	Bazinet, Brigitte
	D’Anjou, Jean-Maurice
	Duranceau, Jacques
	Lacoste, Pierre
	Parent, René
Neurochirurgie	Bouvier, Guy
	Cantin, Léo
	Demers, Jacques
	McLelland, Hans
	Michaud, Ysabel
	Shedid, Daniel
Neurologie	Bourgeau, Pierre
	Copti, Michel C.
	Masson, Hélène
	Verret, Louis
Ophtalmologie	Mathieu, Anne-Marie
Oto-Rhino-Laryngologie et chirurgie cervico-faciale	Abboud, Samir
Pneumologie	Cartier, André
Psychiatrie	Benoit, Suzanne
	Calouche, Sonia
	Croteau, Benoit
	Fortin, Hélène
	Laliberté, Richard
Rhumatologie	Hazeltine, Mark
Urologie	Péloquin, François

**SOURCE :** Bureau d’évaluation médicale (2014-06-16)



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 63

<b>Titre</b>
Nombre de patients traités par médecin ayant participé au BEM depuis 2009-2010, par année financière.

Période du 1 <sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014	
Membres	Nombre
Abboud, Samir	45
Arsenault, Sarto	169
Bazinet, Brigitte	355
Beaumont, Pierre	130
Benoit, Suzanne	139
Blondeau, François	10
Bouchard, Henri-Louis	146
Bourgeau, Pierre	154
Bouvier, Guy	118
Calouche, Sonia	26
Cantin, Léo	10
Carrier, Jude	11
Cartier, André	11
Cloutier, Réjean	236
Copti, Michel C.	56
Corriveau, Mario	68
Croteau, Benoit	66
Dalcourt, Jean-Pierre	245
D'Anjou, Jean-Maurice	117
Daoud, Hany	487
Dehnade, Famararze	62
Demers, Jacques	387
Desloges, Danielle	321
Duchesne, Robert	219
Dufour, Marcel	290
Duranceau, Jacques-A.	188
Duranceau, Louise	231
Fallaha, Michel	130
Fortin, Hélène	21
Fournier, Karl	320
Gagnon, Serge	243
Gagnon, Sylvain	91
Greenfield, Garry	311
Hazeltine, Mark	6
Hébert, Pierre-Paul	75

Jodoin, Alain	321
Knight, Richard Stuart	114
La Haye, Bruno	9
Labelle, Hubert	334
LaBelle, Hubert R.	5
Lacoste, Pierre	95
Lacoursière, Jean-P.	296
Laflamme, Georges H.	190
Laliberté, Richard	165
Lamoureux, Patrice	19
Landry, René	106
Leclerc, Georges-E.	101
Lemire, Luc	109
Léveillé, André	267
Lirette, Richard	4
Mac, Thien Vu	262
Masri, Khalil	233
Masson, Hélène	19
Mathieu-Millaire, Francine	29
Maurais, Gilles	400
McLelland, Hans	97
Michaud, Ysabel	75
Morazain, Louis	148
Moreau, Linda	10
Morin, François	119
Nault, Théodore	156
Ortaaslan, Sevan Grégory	138
Paradis, Gaston R.	213
Parent, René	137
Pelletier, Johanne	101
Perron, Odette	73
Shedid, Daniel	424
Schwartz, Melvin	2
Tremblay, Jean	94
Veillette, Yves	1
Verret, Louis	0
Wiltshire, David G.	266

**SOURCE :** Bureau d’évaluation médicale (2014-06-16)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 64

Titre :

Ventilation des coûts de fonctionnement du BEM depuis 2009-2010 et les prévisions pour 2014-2015.

Les coûts de fonctionnement du Bureau d'évaluation médicale en 2013<sup>1</sup> :

Année civile	Rémunération	Fonctionnement – Autres dépenses	TOTAL
2013	1 085 738 \$	1 281 529 \$	2 367 267 \$

SOURCE : Direction adjointe au budget (2014-06-16)

COLLABORATION : Bureau d'évaluation médicale (2014-06-16)

<sup>1</sup> Le Bureau d'évaluation médicale fonctionne selon l'année civile.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 65

Titre :

Répartition des effectifs selon la spécialité et les heures travaillées depuis 2009-2010 et prévisions pour 2014-2015.

Le Bureau d'évaluation médicale répond aux demandes d'avis transmises par la CSST. Il ne comptabilise pas les heures travaillées des membres.

du 1 <sup>er</sup> avril 2013 au 31 mars 2014	
Spécialités	Nombre de membres par spécialité
Anesthésiologie	1
Chirurgie buccale	1
Chirurgie générale	2
Chirurgie orthopédique	35
Chirurgie plastique	3
Dentisterie	2
Dermatologie	1
Médecine de famille (omnipraticien)	2
Médecine physique et réadaptation (physiatrie)	5
Neurochirurgie	6
Neurologie	4
Ophtalmologie	1
Oto-rhino-laryngologie/chirurgie cervico-faciale	1
Pneumologie	1
Psychiatrie	5
Rhumatologie	1
Urologie	1

SOURCE : Bureau d'évaluation médicale (2014-06-16)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 66

Titre :

Nombre d’avis demandés par la CSST même s’il n’y a pas de contestation, depuis 2009-2010, par année financière.

Année financière	Nombre d’avis demandés par la CSST	Total d’avis produits
2013-2014	846 (8 %)	10 626

SOURCE : Bureau d’évaluation médicale (2014-06-16)

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**# de fiche : RP 102**

**Titre :**

Liste des avis demandés par le ministre ou le gouvernement au CCTM et copie des avis transmis au ministre depuis 2009-2010, par année financière, en indiquant l'état des travaux en cours.

**2013-2014**

Avis sur la nomination de commissaires à la Commission des lésions professionnelles.

Avis concernant une nouvelle nomination à la vice-présidence de la Commission des lésions professionnelles.

**SOURCE :** Comité consultatif du travail et de la main-d'œuvre (2014-06-13)

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

# de fiche : RP 103

**Titre :**

Liste et copie des avis réalisés à l’initiative du CCTM au cours des 5 dernières années et celle en cours.

**2013-2014**

Aucun avis réalisé pour cet exercice.

**SOURCE :** Comité consultatif du travail et de la main-d’œuvre (2014-06-13)

MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 104

Titre :

Nombre de plaintes traitées par le CCTM concernant les arbitres de griefs, nombre de décisions rendues et nombre de cas en délibéré au cours des 5 dernières années.

2013-2014

Plaintes traitées : 3  
Décisions rendues : 3  
Cas en délibéré : 0

SOURCE : Comité consultatif du travail et de la main-d’œuvre (2014-06-13)



MINISTÈRE DU TRAVAIL

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS  
DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

# de fiche : RP 105

Titre :

Liste des avis de licenciements collectifs reçus au ministère depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2008 jusqu’à ce jour. Ventilation par région et renseignements suivants :

- a) nom et adresse de l’entreprise;
- b) date de l’avis et/ou de la fermeture;
- c) type ou secteur d’activité de l’entreprise;
- d) nombre total d’employés de l’entreprise;
- e) nombre de salariés temporaires et permanents visés par le licenciement;
- f) motifs du licenciement.

Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS)  
répondra à cette question puisqu’elle relève de sa responsabilité.